Appel à communications

Mobilités et papiers. Acteurs en mouvement, institutions et productions documentaires de la fin du Moyen Âge au XX^{e} siècle.

Informations pratiques

Les propositions, en anglais ou en français (une compréhension orale des deux langues sera nécessaire), seront constituées d'un résumé/abstract de 300 mots maximum, et comporteront également le nom, le statut, l'affiliation institutionnelle et les informations de contact de leur auteur.ice. Les doctorant.e.s, post-doctorant.e.s et jeunes chercheur.euse.s sont particulièrement encouragé.e.s à soumettre une proposition.

La journée d'étude se déroulera à Toulouse les jeudi 3 et vendredi 4 juin 2027. Les participant.e.s seront accueilli.e.s le mercredi 2 juin au soir. Les repas du 3 et 4 ainsi que l'hébergement seront pris en charge tandis que les frais de transport seront financés par les laboratoires respectifs des personnes sélectionnées.

Les propositions devront être envoyées aux organisateur.ice.s (pauline.mailloux[at]univ-tlse2.fr et alexandre.binoux[at]efrome.it) d'ici le **30 novembre 2026**. Les participant.e.s recevront une réponse le **15 janvier 2027** au plus tard.

Organisation

Pauline Mailloux, doctorante en histoire moderne, FRAMESPA, Université Toulouse - Jean Jaurès.
Alexandre Binoux, doctorant en histoire moderne, IHMC, Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne/École française de Rome.

Comité scientifique

- Pierre-Emmanuel Bachelet (maître de conférences, IAO/ENS de Lyon)
- Shandiva Banerjee (doctorante, IHMC/Paris 1 Panthéon Sorbonne)
- Mathieu Grenet (maître de conférences HDR, FRAMESPA/Université Toulouse - Jean Jaurès)
- Rahul Markovits (maître de conférences HDR, ENS-PSL, IHMC)
- Pauline Guéna (chargée de recherche, CNRS/CETOBaC)
- Anouche Kunth (chargée de recherche, CNRS/IRIS)
- Juliette Ronsin (post-doctorante, Mucem-EHESS/CETOBaC)

Contact

pauline.mailloux[at]univ-tlse2.fr

alexandre.binoux[at]efrome.it

Argumentaire

Entre 2004 et 2009, Claudia Moatti, Wolfgang Kaiser et Christophe Pébarthe publiaient une trilogie fondatrice sur les procédures de contrôle et d'identification en Méditerranée (Moatti 2004 ; Moatti et Kaiser 2007 ; Moatti, Kaiser et Pébarthe 2009). Ces ouvrages faisaient en particulier la part belle au rôle des papiers (passeports, patentes et autres documents de voyage) comme instruments de contrôle des mobilités. Une vingtaine d'années plus tard, ce champ d'études demeure florissant, particulièrement dans les études tardo-médiévistes, modernistes et contemporanéistes (Grenet, Guéna, Kikuchi, 2022). Les dernières années ont vu la parution d'études approfondissant cette dimension initiale du contrôle et de l'identification au regard du développement d'États maritimes et terrestres (Calafat et Grenet, 2023 ; Hathaway 2021).

Le "papier" s'entend comme un document administratif, notamment demandé par les institutions auprès des populations en mouvement et des personnes qui les encadrent. Il est (auto)référentiel : son contenu renvoie à son détenteur ou à un ensemble d'humains et de marchandises surveillés par les autorités d'un lieu. Plus largement, nous inclurons dans notre réflexion toute la production documentaire qui entoure les mobilités. Si des mentions de laisser-passer et de documents de voyage sont attestées depuis l'Antiquité, l'usage du papier ne se généralise qu'à partir de la fin du Moyen Âge, puis se spécialise aux époques moderne et contemporaine (Lucassen 2002), avant d'entamer sa transition vers le document numérique au tournant du XXI^{e} siècle. Bien que ces ruptures chronologiques soient indéniables, cette journée d'étude entend montrer que les procédures matérielles du contrôle ont pris forme sur une longue chronologie (XIV-XX^{e} s.). Plusieurs mécanismes, que nous souhaiterions mettre à la discussion, ont particulièrement stimulé le développement des papiers : le déplacement maritime, le mouvement terrestre transfrontalier, ainsi que la coexistence de populations aux cultures et sujétions différentes. Le mouvement est devenu progressivement indissociable du papier, tant par sa présence, qui le sécurise, que son absence, qui le met en difficulté, voire l'entrave.

Analyser la documentation du déplacement s'impose comme un questionnement nécessaire pour tout.e historien.ne de l'(im)mobilité : le papier se comprend autant comme un support d'information que comme un outil de protection et de surveillance déployé par les acteurs concernés, institutionnels ou non. Cette journée d'étude souhaite faire des papiers le point de départ de l'étude des mobilités. Qu'il s'agisse de leur présence – parfois très abondante – ou de leurs absence ou manques, les papiers sont un élément central pour l'historien des mobilités comme pour les personnes mobiles elles-mêmes. L'amplitude chronologique et géographique considérée est volontairement large. D'une part, elle invite à reconsidérer les ruptures chronologiques traditionnelles afin de penser les liens entre

mobilités et papiers dans le temps long. D'autre part, elle cherche à envisager les contributions dans une perspective comparative, entre des espaces où le rapport au papier et à la culture écrite diffère, mais aussi entre terre et mer. Nous recevrons ainsi les propositions allant du Moyen-Âge tardif (XIV^{e}-XV^{e} s.) à l'époque contemporaine (jusqu'au XX^{e} s.), et ce sans limites géographiques afin de favoriser cette dimension comparative.

Axes thématiques

Les contributions relatives aux thèmes suivants seront particulièrement encouragées :

- **Axe 1 - Les papiers, supports d'informations.** Les papiers conservés ont un double usage. Ils contiennent des informations de première ou de seconde main qui constituent des observatoires des mobilités pour les chercheurs d'aujourd'hui (Denis, 2010). Cette vocation documentaire toutefois n'est pas propre à la réflexion contemporaine. Dès l'Ancien Régime, assurer une trace écrite et archivistique des mobilités faisait partie des préoccupations tant des administrations que des personnes en mouvement. Du XVIII^{e} siècle au XX^{e} siècle, la production de papiers gagne en intensité et se perfectionne, tant en volume qu'en précision (Calafat et Grenet 2023), et s'accompagne d'un renforcement du pouvoir de l'administration et d'une réduction de la diversité des intervenants (Bruno, Rygiel, Spire et Zalc 2006). Les papiers tels que les passeports jouent un rôle déterminant pour distinguer les citoyens des non-citoyens (Torpey 2005). Comment appréhender ce double niveau de lecture ? Comment intégrer à l'étude historienne les présences et absences de données au fort potentiel heuristique, dans une documentation toujours partielle ?

  Si la définition épistémologique de la source du mouvement sera au cœur de la réflexion, nous consacrerons également une part de l'analyse à la production des données et à la quantification du papier. Tout autant que la source, la donnée/*data* est une documentation employée en vue d'une validation empirique (Anheim et Stanziani 2025). Les questionnements traditionnels du quantitatif (Lemercier et Zalc 2008) comme le mode de saisie ou les critères d'identification des personnes prennent une importance particulière dans le cadre de l'histoire migratoire, où les personnes ne cessent de se déplacer et changent de contexte linguistique. De ce fait, les informations contenues dans les papiers doivent moins être comprises comme des variables absolues que comme des informations dont la signification et l'importance changent selon les contextes et les seuils (Zalc 2016). Si l'utilisation de bases de données ne sera pas attendue à chaque présentation, la journée d'étude aura toutefois en partie pour objectif de réfléchir à la mesure du papier et à son appréhension par le.a chercheur.se.
- **Axe 2 - Les papiers comme outils de la mobilité.** Les documents de voyage occupent une position ambivalente dans les mobilités. En effet, ils constituent autant une protection pour leur porteur qu'un moyen de contrôle (entendu à la fois comme vérification et comme coercition) pour les autorités qui les délivrent, les reçoivent, les interceptent (Benton *et al*. 2017 ; Denis 2008 ; Markovits 2026 ; Sahlins 2004 ; Torpey

1998). Quelles sont les variations d'équilibre entre ces deux dimensions ? Comment les acteurs s'approprient-ils ces outils, dans la diversité de leur matérialité, et quels usages pratiques en font-ils ? Il s'agira d'envisager la place occupée par les papiers dans l'arsenal à la disposition des autorités pour tenter de réguler les mobilités. Mais nous porterons également une attention particulière aux mésusages et détournements potentiels de ces documents, ainsi qu'aux réactions, adaptations des autorités en conséquence.

- **Axe 3 - Sans papiers, contrainte ou évitement ?** Bien que l'accroissement documentaire soit certain tout au long de notre période, une large partie des populations en mouvement cherchant à atteindre ou à fuir un lieu échappait volontairement ou non à cette documentation. Nous invitons les participant.e.s à envisager la perte documentaire qui fragiliserait le quotidien des personnes en mouvement, ou à développer leurs analyses sur l'absence d'informations tenues dans des registres ou des papiers. À titre d'exemple, les travaux de Miranda Spieler (Spieler 2025) nous invitent à réfléchir sur l'apparition ou la disparition de personnes esclavisées cherchant à fuir les autorités françaises qui les encadrent, ou du moins, à obtenir gain de cause dans ces procédures dont ils/elles voudraient se départir. L'absence s'entend autant dans la disparition d'une personne dans un registre, que dans une information manquant à un document administratif, révélant des difficultés de parcours, des pertes, voire l'incapacité totale à faire référence à des documents civils de la terre natale, disparus dans les destructions (Kunth 2023). Quelles sont les stratégies, pensées ou improvisées par les acteurs, pour palier la perte documentaire et pour prouver leur identité aux autorités ? Au contraire, quelles sont les attitudes adoptées pour fuir le processus documentaire qui mettrait en péril leur intégrité ?

Call for Papers

Mobility and Documents: Actors in Motion, Institutions, and Documentary Productions

From the Late Middle Ages to the 20th Century.

Pratical information

Proposals, in English or French (oral comprehension of both languages will be required), should consist of an abstract of no more than 300 words and must also include the author's name, status, institutional affiliation, and contact information. Ph.D. students, postdoctoral researchers, and early-career scholars are particularly encouraged to submit a proposal.

The conference will take place in Toulouse on Thursday, June 3, and Friday, June 4, 2027. Participants will be welcomed on the evening of Wednesday, June 2. Meals on June 3 and 4, as well as lodging, will be covered, while travel expenses will be funded by the respective laboratories of the selected participants.

Proposals must be sent to the organizers : (pauline.mailloux[at]univ-tlse2.fr and alexandre.binoux[at]efrome.it) by **November 30, 2026**. Participants will receive a response by **January 15, 2027** at the latest.

Organisation

Pauline Mailloux, Ph.D. candidate in modern history, FRAMESPA, University of Toulouse - Jean Jaurès.
Alexandre Binoux, Ph.D. candidate in modern history, IHMC, University of Paris 1 - Panthéon Sorbonne/French School of Rome.

Scientific Committee

- Pierre-Emmanuel Bachelet (associate professor, IAO/ENS de Lyon)
- Shandiva Banerjee (Ph.D. candidate, IHMC/Paris 1 Panthéon Sorbonne)
- Mathieu Grenet (associate professor with HDR, FRAMESPA/University of Toulouse - Jean Jaurès)
- Rahul Markovits (Associate Professor with HDR, ENS-PSL, IHMC)
- Pauline Guéna (Research Fellow, CNRS/CETOBaC)
- Anouche Kunth (Research Fellow, CNRS/IRIS)
- Juliette Ronsin (Postdoctoral Fellow, Mucem-EHESS/CETOBaC)

Contact

pauline.mailloux[at]univ-tlse2.fr
alexandre.binoux[at]efrome.it

Argument

Between 2004 and 2009, Claudia Moatti, Wolfgang Kaiser, and Christophe Pébarthe published a seminal trilogy on control and identification procedures in the Mediterranean (Moatti 2004; Moatti and Kaiser 2007; Moatti, Kaiser, and Pébarthe 2009). These works placed particular emphasis on the role of documents (passports, travel permits, and other travel documents) as instruments for controlling mobility. Some twenty years later, this field of study remains thriving, particularly in late medieval, modern, and contemporary studies (Grenet, Guéna, Kikuchi, 2022). Recent years have seen the publication of studies that delve deeper into this initial dimension of control and identification in light of the development of maritime and terrestrial states (Calafat and Grenet, 2023; Hathaway 2021).

"Paper" is understood here as an administrative document, typically required by institutions from people on the move and those overseeing them. It is (self-)referential: its content refers to its holder or to a group of people and goods monitored by the authorities of a given place. More broadly, we will include in our analysis all documentary production related to mobility. While references to passes and travel documents date back to antiquity, the use of paper did not become widespread until the late Middle Ages, then became more specialized in the modern and contemporary eras (Lucassen 2002), before beginning its transition to digital documents at the turn of the 21st century. Although these chronological breaks are undeniable, this conference aims to demonstrate that the material procedures of control took shape over a long period (14th–20th centuries). Several mechanisms—which we would like to bring up for discussion—particularly stimulated the development of paper documents: maritime travel, cross-border land travel, and the coexistence of populations with different cultures and allegiances. Movement has gradually become inseparable from paper, both through its presence—which secures it—and its absence—which complicates or even hinders it.

Analyzing documentation of movement is a necessary inquiry for any historian of (im)mobility: documents can be understood as much as a medium for information as a tool for protection and surveillance deployed by the relevant actors, whether institutional or not. This conference aims to use documents as the starting point for the study of mobility. Whether through their presence—sometimes in great abundance—or their absence or gaps, documents are a central element for historians of mobility as well as for mobile individuals themselves. The chronological and geographical scope under consideration is deliberately broad. On the one hand, it invites us to reconsider traditional chronological divisions in order to explore the links between mobility and documents over the long term. On the other hand, it seeks to examine contributions from a comparative perspective, not only across regions where the relationship to documents and written culture differs, but also between land and sea. We therefore welcome proposals ranging from the late Middle Ages (14th–15th centuries)

to the contemporary era (up to the 20th century), with no geographical limitations in order to foster this comparative dimension.

Thematic axes

Contributions related to the following themes are particularly encouraged:

- **Axe 1 : Documents as Information Carriers**. Archived papers serve a dual purpose. They contain first- or second-hand information that provides insights into mobility for today's researchers (Denis, 2010). This documentary function, however, is not unique to contemporary scholarship. As early as the Old Regime, ensuring a written and archival record of mobility was a concern for both administrative bodies and individuals on the move. From the 18th century to the 20th century, the production of documents increased in intensity and became more sophisticated, both in volume and precision (Calafat and Grenet 2023), and was accompanied by a strengthening of administrative power and a reduction in the diversity of actors involved (Bruno, Rygiel, Spire, and Zalc 2006). Documents such as passports play a decisive role in distinguishing citizens from non-citizens (Torpey 2005). How can we interpret this dual level of analysis? How can we integrate the presence and absence of data—which hold strong heuristic potential—into historical research, given that the available documentation is always incomplete?

While the epistemological definition of the source of the movement will be central to our analysis, we will also devote part of our analysis to data production and the quantification of paper. Just as much as the source, *data* is documentation used for empirical validation (Anheim and Stanziani 2025). Traditional questions in quantitative research (Lemercier and Zalc 2008)—such as data collection methods or criteria for identifying individuals—take on particular importance in the context of migration history, where people are constantly on the move and changing linguistic contexts. Consequently, the information contained in documents should be understood less as absolute variables and more as information whose meaning and significance vary according to context and thresholds (Zalc 2016). While the use of databases will not be expected in every presentation, one of the objectives of the conference will be to reflect on the significance of documents and how researchers perceive them.

- **Axe 2 : Documents as Tools of Mobility.** Travel documents occupy an ambivalent position in the context of mobility. Indeed, they serve both as protection for their bearer and as a means of control (understood as both verification and coercion) for the authorities that issue, receive, or intercept them (Benton *et al*. 2017; Denis 2008; Markovits 2026; Sahlins 2004; Torpey 1998). How does the balance between these two dimensions vary? How do actors appropriate these tools, given the diversity of their material forms, and what practical uses do they make of them? We will examine the role that documents play in the arsenal available to authorities in their attempts to regulate

mobility. But we will also pay particular attention to the potential misuse and misappropriation of these documents, as well as to the authorities' reactions and adaptations in response.

- **Axe 3 : Without papers: coercion or avoidance?** Although the increase in documentation is evident throughout our period, a large portion of the populations on the move—whether seeking to reach or flee a destination—voluntarily or involuntarily evaded this documentation. We invite participants to consider the loss of documentation that would undermine the daily lives of people on the move, or to develop their analyses of the absence of information recorded in registers or documents. For example, the work of Miranda Spieler (Spieler 2025) invites us to reflect on the appearance or disappearance of enslaved people seeking to flee the French authorities overseeing them, or at least to prevail in the legal proceedings from which they wished to extricate themselves. Absence is understood both as the disappearance of a person from a registry and as information missing from an administrative document, revealing life's hardships, losses, or even the total inability to refer to civil documents from one's homeland, which have been lost in acts of destruction (Kunth 2023). What strategies—whether premeditated or improvised by those involved—do they employ to compensate for the loss of documentation and to prove their identity to the authorities? Conversely, what approaches do they adopt to avoid the documentation process that would jeopardize their integrity?